



Le 5 février 2007

Communiqué

**L'urgence climatique : cris d'alarme et bonnes intentions ne suffisent plus.
Le monde plus imprévisible que jamais :
5^{ème} Forum Mondial du Développement Durable.**

Le 8 décembre dernier, le 4^{ème} **Forum Mondial du Développement Durable (FMDD)** clôturait ses travaux après avoir rassemblé à Paris plus de 600 participants dont **Christian PONCELET**, Président du Sénat, **Nicolas SARKOZY**, Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et **Bertrand DELANOE** Maire de Paris, **Jacques BARROT**, vice-président de la Commission européenne. En conclusion de ses travaux :

Le Forum mettait l'accent sur l'urgence d'une politique énergétique européenne, qui, tout en prenant en compte les intérêts stratégiques nationaux, doit s'intégrer dans une vision globale des problèmes de l'énergie, de la croissance et du climat.

Le Forum proposait en particulier d'achever rapidement l'ouverture des marchés, de faciliter la réalisation des grandes infrastructures européennes indispensables et de prendre les dispositions nécessaires pour parler d'une seule voix, afin notamment de définir le cadre des relations futures avec la Russie. Simultanément, le Forum estimait indispensable de poursuivre et d'intensifier l'action européenne dans le domaine du climat, afin de faire prévaloir durablement un prix du CO₂ d'au moins 40 euros par tonne, qui soit de nature à provoquer les mutations nécessaires.

En parallèle, à défaut d'un accord global sur l'extension du protocole de Kyoto, le Forum se prononçait en faveur de mesures compensatoires qui éviteraient de pénaliser l'industrie européenne au regard de celles de pays pratiquant un dumping environnemental voire social.

Enfin, le Forum rappelait que les secteurs concernés par les mécanismes de quotas ne correspondent qu'à 50% des émissions européennes et qu'il convenait de mener des politiques sectorielles aussi volontaristes, notamment par des mesures fiscales, dans tous les autres secteurs (transport routier, bâtiment...).

Toutes ces propositions, ainsi que les contributions au Forum et leurs synthèses se retrouveront dans deux numéros de la revue **Passages** à paraître en février et avril 2007 et dans l'ouvrage d'**Emile H. MALET**, préfacé par **Jacques BARROT** « *Les mobilités ou la nécessité de la vie* ».

Les évènements qui se succèdent depuis décembre 2006 confirment la justesse de ces analyses. Le rapport de **Sir Nicholas STERN** sur l'impact économique du changement climatique continue à interpeler le monde politique aussi bien que le grand public, en affirmant qu'une politique de laisser-faire coûterait au monde entre 5 et 20 % de son produit intérieur brut alors qu'il est encore possible, moyennant un effort annuel d'excédant pas 1 % de son PIB de contenir le réchauffement dans la limite de 2° C, évitant ainsi des conséquences dramatiques pour la plupart des populations.

Nicolas HULOT parvient à faire l'unanimité des principaux candidats à l'élection présidentielle autour de son pacte écologique dont les recommandations rejoignent les réflexions du **FMDD** et de son « *Panorama mondial du développement durable* », coordonné par **Jean-Pierre HAUET**.

Le 2 février 2007, le **GIEC, Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat** (IPCC en anglais), délivre à Paris, dans son 4^{ème} rapport, les conclusions unanimes de près de 4 000 experts. Il constate, sans équivoque possible un réchauffement climatique de 0,74°C au cours des cent dernières années dont il impute, avec une probabilité de 90 %, la responsabilité aux activités humaines. Il affirme que, si rien n'est fait rapidement, ce réchauffement ira en s'amplifiant avec, comme valeur la plus probable, un accroissement des températures de 3°C au cours du 21^{ème} siècle, entraînant des conséquences catastrophiques, déjà décrites dans le rapport Stern et que le GIEC précisera dans ses publications à venir.

L'opinion, déjà secouée par le film d'Al Gore « *Une vérité qui dérange* » prend conscience de l'étendue de la menace.

Aux USA, les changements de majorité au Sénat et à la Chambre des Représentants amènent sur la table un nombre chaque jour croissant de « bills » visant à encadrer les émissions de gaz à effet de serre. Le camp d'**Arnold SCHWARTZENEGGER** gagne du terrain et le Président **Georges BUSH** est contraint de reconnaître la réalité du problème climatique.

L'environnement et le développement durable s'installent en France au cœur de la campagne présidentielle et **Jacques CHIRAC**, Président de la république, propose le 3 février 2007, la constitution d'une Organisation des Nations Unies pour l'Environnement (ONU-E), proposition qui sera explicitée dans l'ouvrage à venir « *les mobilités ou les nécessités de la vie* »..

Dans une communication du 10 janvier 2007, la Commission européenne propose un paquet intégré de mesures dans le domaine de l'énergie et du changement climatique afin de réduire les émissions pour le 21^{ème} siècle.

Jamais le consensus des experts et la sensibilisation des populations ne semblent avoir été aussi forts. Mais l'action sera-t-elle au rendez-vous ?

Rien n'est moins sûr car les grandes négociations piétinent.

Depuis Montréal aucun progrès significatif n'a été accompli sur le post-Kyoto et la Conférence de Nairobi n'a pu faire mieux que de convenir d'un nouveau rendez-vous en 2008. Pourtant chacun sait qu'il y a urgence : urgence climatique et urgence à convenir de dispositions qui permettent d'éviter une solution de continuité en 2012 dans les efforts entrepris, en ce qui concernent notamment les mécanismes de projets (CDM et JI). D'ores et déjà, des investisseurs se disent qu'il y a urgence à attendre avant de s'engager davantage dans une finance carbone qui connaît bien des vicissitudes. Le protocole de Kyoto avec ses « monnaies » (AAUs, RMUs, CERs, ERUs) dont certaines sont reconnues dans le système européen de l'EU-ETS et d'autres pas, va en outre introduire à compter de 2008 une complexité additionnelle dont seule la bureaucratie sortira gagnante.

La Commission européenne se heurte au manque de vision à long terme et à l'égoïsme de certains des 27. Ses propositions demeurent prudentes. Le système de l'EU-ETS mobilise toute son énergie mais souffre du harcèlement incessant des Etats et de leur individualisme. La Commission peine à imposer des normes européennes sur les émissions des véhicules automobiles qui pourtant ne respecteront pas en 2008 les engagements volontaires que les constructeurs s'étaient eux-mêmes fixés et alors que chacun sait la responsabilité du secteur des transports dans l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre.

Face à cette situation où chacun voit le mur arriver sans vouloir appuyer sur le frein, Le **Forum Mondial du Développement Durable** propose d'agir dans trois directions :

1- Le Kyoto post 2012

Une remise à plat du Protocole de Kyoto autour duquel un consensus élargi n'a pratiquement plus aucune chance de se former, qui, par sa dichotomie abrupte entre les pays de l'annexe 1 soumis à des contraintes fortes d'émissions et les pays hors annexe 1 non assujettis, ne correspond plus à la diversité et à la complexité des situations rencontrées au sein des 168 Etats l'ayant ratifié.

Le **FMDD** préconise ainsi :

- De convenir, en aval de la Convention cadre sur le climat de 1992, d'objectifs d'émissions maximales par tête à horizon 2020 et 2050,
- D'inviter les Etats et/ou les organisations régionales à mettre en place des dispositifs d'encadrement, volontaires ou contraignants mais cohérents avec ces objectifs,

- De fixer au niveau mondial un prix de référence de la valeur carbone, croissant dans le temps et sur lesquels les systèmes régionaux seraient invités à s'aligner, sous forme de «safety valve» par exemple, afin d'assurer progressivement la cohérence des marchés,
- De préserver les mécanismes de projets CDM et JI, en en confiant, si elle voit le jour, la gestion à l'ONU, et d'inviter chaque système régional à reconnaître la licéité de ces mécanismes. Cette ONU devra être opérationnelle et disposer de moyens financiers et contraignants.
- De poursuivre l'examen de la possibilité d'instaurer une taxe compensatoire au carbone importé (TCCI) à fin de rétablir l'équité dans les échanges entre les pays qui accepteraient d'instaurer une limitation de leurs émissions et ceux qui s'y refuseraient durablement,
- D'affecter le produit des achats de quotas d'émission résultant des mécanismes de « safety valve » au développement technologique et à l'aide aux pays les moins avancés.

Le **FMMD** est bien conscient qu'une telle organisation n'offrira pas les mêmes garanties d'encadrement des émissions que le protocole de Kyoto, s'il avait pu être étendu à tous les pays grands émetteurs. Il constate cependant que, dans son état actuel, le protocole ne couvre que 35% des émissions mondiales et que ce pourcentage risque d'aller en déclinant. Il estime en conséquence que le plus urgent est de faire rentrer le maximum de pays dans un cercle vertueux, même imparfait.

2- Des politiques énergétiques et climatiques européennes

En matière de politique européenne, le **FMDD** soutient l'idée émise lors de la réunion de Madrid des Etats ayant dit « oui » au projet de traité constitutionnel européen, selon laquelle une politique énergétique et une politique climatique plus ambitieuses pourraient faire partie d'un traité « amélioré ».

Il lui apparaît en effet que, principalement en matière énergétique, les dispositions des traités actuels sont dans leurs principes bloquantes, pour construire, au-delà de l'ouverture des marchés, une véritable Europe de l'Energie, comprenant des politiques coordonnées d'approvisionnement et de d'investissement, conciliant compétitivité, sécurité et protection de l'environnement et du climat.

La définition et la promotion d'une telle politique nécessite un intense effort de réflexion, d'information, de sensibilisation afin de faciliter son acceptabilité politique. Mais la diversité géographique des situations énergétiques au sein de l'Union européenne ne doit pas constituer un obstacle. C'est au contraire un atout pour viser des objectifs communs ou complémentaires. L'Europe est née de l'Energie et peut renaître de l'Energie. La contrainte climatique lui en donne l'opportunité. Le **FMDD**, dans les conclusions de son 4^{ème} forum, a retenu la création d'un Institut Européen de l'Energie, des Transports et de l'Environnement et travaille actuellement à la mise en œuvre de ce projet.

3- La gestion de l'imprévisible – Le 5^{ème} Forum Mondial du Développement Durable

Le rapport du GIEC, publié le 2 février 2007, envisage des hypothèses qui vont jusqu'à l'horizon 2300 et précise que « *les émissions anthropiques passées et futures de dioxyde de carbone continueront à contribuer au réchauffement et à l'élévation du niveau de la mer pendant plus d'un millénaire, en raison des échelles de temps nécessaires pour retirer ce gaz de l'atmosphère* ».

Ce sont là des échelles de temps où le calcul économique trouve ses limites. Un euro dans cent ans pèse aujourd'hui moins d'un centime d'euro en valeur actualisée à 5 % alors que c'est l'avenir de nos arrières petits-enfants qui est en jeu. Il faut donc repenser les modes de raisonnement économique et la façon d'aborder le « grand futur ».

Mais redonner davantage de poids au long terme, préoccupation constante du **FMDD**, implique que l'on gère l'incertain et que l'on tente d'identifier et de peser les aléas qui peuvent bouleverser la physionomie des décennies à venir.

Le climat apparaît alors comme une variable essentielle mais ce n'est pas la seule. D'autres incertitudes pèsent sur nos civilisations qui peuvent devenir autant de menaces : épuisement des ressources en eau, problèmes démographiques, évolution démographique, problèmes de santé, etc., raisons de plus pour sortir du statu quo ante, comme vient de le souligner à la Conférence de Paris, **Alain JUPPE**, ancien Premier Ministre.

Le 5^{ème} Forum Mondial du Développement Durable, qui se tiendra à Paris du 5 au 7 décembre 2007, abordera ces questions avec l'approche d'ouverture et de pluridisciplinarité qui le caractérise et en fait désormais un point de rencontre mondialement reconnu entre Davos et Porto Allègre.

Renseignements :

Passages/ADAPes
10, rue Clément
75006 PARIS
Tel: +33 (0)1 43 25 23 57
Fax: +33 (0)1 43 25 62 59
www.passages-forum.fr

Contacts :

Délégué Général du Forum
Emile H. MALET
Tel: +33 (0)1 43 25 23 57
ehmalet@club-internet.fr

Délégué Général Adjoint – Relations Presse :
Jean-Pierre HAUET
Tel: +33 (0)1 41 29 05 09 ou +33 (0)6 08 90 86 17
jean-pierre.hauet@beaconsulting.com